

Panaït Istrati

Vers l'autre flamme
Après seize mois dans l'U.R.S.S.

GogLiB ebooks

ISBN: 9788897527589

First electronic edition: April 2021

www.goglib.com

Public Domain Mark 1.0

No Copyright

This work has been identified as being free of known restrictions under copyright law, including all related and neighboring rights.

Table des matières

INTRODUCTION PAR L'ÉDITEUR

VERS L'AUTRE FLAMME

Page de titre originale

CONFESSION POUR VAINCUS

DANS L'U.R.S.S.

Sur le voyage

Une question

Le départ - Christian Rakowsky - Siébèje

A Sofijskaïa Nabiérejnaïa

Préludes de fêtes et divagations d'homme seul

Autour des fêtes du X^e anniversaire

Octobre rouge

Lendemain d'Octobre Rouge

Un compagnon de route

A Athènes

Retour dans la patrie du prolétariat

À travers villes et villages, steppes et mers, monts et fleuves

L'AFFAIRE ROUSSAKOV OU L'U.R.S.S. D'AUJOURD'HUI

CONCLUSION POUR COMBATTANTS

QUATRIEME DE COUVERTURE

Panaït Istrati

Introduction par l'éditeur

Panaït Istrati (1884-1935), né en Roumanie d'un père grec et d'une mère roumaine, émigra en France et y devint dans les années 1920 l'auteur de romans réalistes se déroulant dans le monde populaire balkanique, qui jouit alors d'une certaine fortune. Il a voyagé en Union Soviétique en tant qu'écrivain militant et à succès, et à son retour il écrivit un récit désolé sous le titre *Vers l'autre flamme – Après seize mois dans l'U.R.S.S.*, un livre qui, publié en 1929, marque le début de la série de témoignages critiques et désillusionnés des militants. Les analyses critiques précédentes du monde soviétique provenaient en fait du monde libéral, de Bertrand Russell ou Ludwig von Mises. La préface de *Vers l'autre flamme* prévient que le livre fut écrit en collaboration avec deux autres, non nommés, qui étaient pourtant les bien connus Boris Suvarine et Victor Serge, avec qui Istrati était toujours en relation. Le livre est divisé en trois parties: un bilan amer de la désillusion subie (intitulé "Confession pour vaincus"), un récit de voyage réalisé à travers l'Union Soviétique en compagnie d'un certain "Crétois" non nommé (mais qui était l'écrivain Nikos Kazantzakis), et enfin le récit de "l'affaire Roussakov", qui est du plus grand intérêt, comme nous le verrons.

Le chapitre de la "confession pour vaincus" commence par une déclaration explicite de l'auteur contre l'attitude doctrinaire: "le besoin de justice est un sentiment, non une théorie" (p. 11). Si d'un point de vue philosophique cette attitude est simpliste, tout le livre confirme que l'auteur était bien comme ça: observateur et empirique, attentif aux détails, sanguin dans la réaction à l'injustice, sourd aux sophismes des avocats, mais pas très prudent en théorie. De lui-même, il dit ne pas connaître "l'impartialité": "Je ne pratique pas la sympathie ou l'antipathie, mais l'amour et la haine" (p. 47). Comme tant du monde militant socialiste et communiste, Istrati n'avait pas été touché par la révélation de l'instabilité et de l'incohérence du sujet humain que nous devons au début du XXe siècle, et il croyait fermement aux bonnes intentions et s'indignait des mauvaises et méchantes, et partageait quelle candeur innocente regardant ce qui concerne l'importance des institutions et la forme du droit sans lesquelles nous n'aurions probablement pas connu la destructivité humaine sous la forme spécifique du stalinisme. Avec ces prémisses, la première partie du livre est une longue apostrophe polémique contre l'Union Soviétique dominée par une nouvelle classe

privilégiée, issue de la révolution, autoritaire et impitoyable: “deux millions de communistes bourrés de doctrines, vidés de cœur et de cervelle”, pour qui “les sentiments ne sont qu’une infirmité bourgeoise et l’amour un simple coût”, dominant les autres cent cinquante millions, un peuple vertueux et resté fidèle au idéal de “vivre en cultivant toujours mieux ce que nous avons de plus éternel en nous”, auquel il est resté seul le droit de “tousseur à volonté”, garanti par la Constitution soviétique (p. 46). Pour le reste, si vous voulez manger un maigre repas, vous devez non seulement rester dans la “ligne”, mais aussi être prêt à dénoncer le compagnon qui la refuse. Avec lequel la Russie a atteint un degré de “ignominie que le monde n’a jamais connue” (p. 53): et il est rare de trouver des jugements aussi radicaux exprimés avant le tournant stalinien du début des années 1930, mais tel semblait le monde soviétique à ce observateur libre de préjugés. Istrati recueille volontiers des témoignages proches de sa morale provinciale du XIXe siècle, comme celui d’une paysanne qui avait été en faveur des bolcheviks au début, comme le reste de son pays, mais maintenant elle se demande s’ils sont communistes “ces *Comsomols-là* [qui] passent en chantant et crachent sur les vitres de la maison paternelle, insultent les vieux et intriguent entre eux” (p. 47). D’un autre côté, la conversation qu’il eut avec Gorky, qui pendant trois heures divagua dans la banalité, n’avait aucun intérêt pour Istrati. Une prise de conscience de l’anthropologie particulière du nouvel homme soviétique apparaît, mais Istrati est bien loin de pouvoir la réaliser, dominé comme il l’est par son éthique de la pureté du cœur.

Le voyage à travers l’Union dura entre octobre 1927 et le début de 1929, sur vingt mille kilomètres par tous les moyens de transport, avec le traitement privilégié d’un auteur traduit en russe et publié (en Crimée, il fut également tourné un film basé sur l’un des Romans d’Istrati, *Kyra Kyralina*). Le récit est complètement polémique, dès le début du voyage: Istrati ne pense pas qu’il vaut la peine d’informer le lecteur de son changement d’attitude résultant de l’expérience du voyage, et d’offrir un témoignage sur l’évolution de ses idées, donc que tout cela est décrit dans la clé de la dichotomie entre la nouvelle classe privilégiée, autoritaire et manquant de solidarité, et le peuple vertueux. Pourtant, il est très peu probable que le voyage ait commencé dans cet état d’esprit de critique radicale: beaucoup plus vraisemblablement, l’entrée par Riga pour “éviter le passage par Varsovie” (où évidemment les voyageurs se rendant à Moscou

craignaient le filtre de la police) eut lieu dans un esprit d'enthousiasme et d'assentiment. Reçu en tant qu'invité de rang moyen dans tous les endroits qu'il visita, Istrati pouvait se permettre le luxe qui lui était accessible avec les somptueuses redevances qui lui étaient payées, et en restant longtemps dans les endroits, il nous a laissé une perspective qui révèle certains aspects non évidents de la société vue par le voyageur, souvent à travers son regard sentimental habituel avec une saveur du dix-neuvième siècle, parfois avec une attention au nouveau kitsch soviétique, comme celui de la "mascarade mondiale" du dixième anniversaire de la Révolution, qu'Istrati rencontra évidemment à Moscou au début du voyage, et où parmi les autres il fut scandalisé par le spectacle d'un délégué africain ("un nègre" dans la langue courante à l'époque) qui se trouvait exposé sur les scènes, incité à dire "toutes les idioties" appropriées à la situation, et finalement photographié assis sur le trône des Romanov, "tout son corps affalé dans une position indécente". L'agrandissement était exposé dans des magasins de photos, et des copies pouvaient être achetées (p. 81). A Samara, sur la Volga, Istrati en protestant avec les autorités déclencha une polémique qui également fut rapportée par la presse étrangère, et en lisant le récit, nous apprenons quelque chose sur les relations troublées de l'Union Soviétique avec sa propre mémoire. La ville avait été durement touchée par les famines de la période 1920-22, celles pour lesquelles le gouvernement bolchevique perdit une grande partie de la sympathie dont il jouissait dans les premières années en Occident. Istrati y arriva après avoir reçu la nouvelle qu'un musée de la famine devait exister, et:¹

j'ai demandé qu'on nous conduise à ce musée, ne doutant pas de son existence dans un pays de muséomanes imbéciles. On nous y conduit, et nous passons d'une salle à l'autre, sans voir autre chose que les stupidités qu'on entasse dans n'importe quel musée de province de n'importe quel pays.

— Mais où est donc votre *musée de la famine*?

— Nous ne l'avons pas encore installé, camarade. Nous manquons de local.

En insistant, on retrouve la clé du dépôt des matériaux, et:

Nous nous trouvons en présence d'un tel matériel documentaire, que nous

¹ Istrati, p. 168 et suivants

frémissons d'horreur. Les photographies sont des images de cauchemar. Les échantillons de ce qu'on appelait «pain» au temps de la famine, sont invraisemblables. Les rapports des miliciens, qui allaient enquêter là où se produisaient des cas d'anthropophagie, sont des narrations que jamais écrivain ne pourrait inventer. Le tout parle avec éloquence d'une époque de supplice, qui vous révolte d'être homme.

Mais presque tous ces documents conservés pêle-mêle dans un réduit obscur sont déjà détériorés. Et comme je demande quelques épreuves des photographies, on me répond que le musée n'en possède pas les clichés:

— C'est un photographe particulier qui les a faites, mais il est mort à la tâche, contaminé par les typhiques affamés, qu'il photographiait.

En écrivant dans le registre des visiteurs que “les conservateurs de ce musée ne sont pas des camarades, mais des contre-révolutionnaires”, Istrati déclencha une polémique qui monta les échelons de la hiérarchie, et dont il lut ensuite un compte rendu complètement déformé même dans *Le Temps*.

De retour à Moscou au début de 1929, Istrati tomba sur une histoire grâce à laquelle nous avons un témoignage simple et linéaire sur la fracture politique dans la société soviétique à l'époque, et dont le rapport, publié la même année, ne sait évidemment rien des événements d'une gravité entièrement différente, mais du même genre, qui commenceraient bientôt à se produire. Cependant, Istrati comprend que “l'affaire Roussakov” n'est pas un cas isolé ou exceptionnel, mais “un symptôme”, dont “l'abominable dénouement” représente toute l'Union Soviétique “économiquement, politiquement, humainement et surtout, hélas, moralement” (p. 207). Je dis d'avance, afin d'avoir le terme de comparaison avec les événements à venir, que “l'abominable dénouement” de l'affaire consistait en une peine de trois mois de travaux obligatoires, manifestement injustifiée.

Le novembre 1927, Istrati avait fait la connaissance de Victor Serge, alias Viktor Kibaltchitch, un révolutionnaire désobéissant, autorisé à quitter l'URSS en 1936, et auteur de nombreux romans et essais qui eurent un succès plus durable que ceux d'Istrati, à tel point qu'il existent aujourd'hui des éditions et des traductions récentes. Traducteur français des œuvres de Lénine, Serge avait été détenu pendant deux mois en 1928 pour des accusations génériques de opposition. Le 1^{er} février 1929, raconte Istrati, Serge se présenta pour lui demander son aide, en tant qu'écrivain étranger, car le journal *Leningradskaïa Pravda* venait de publier un article signé par tel

“Tour”, dans lequel il demandait que son beau-père, Alexandre Ivanovitch Roussakov, soit traité “de l’engeance de Kalganov”. Kalganov était un homme condamné à mort et fusillé quelques semaines plus tôt pour avoir tué le président d’une coopérative d’habitation. Le contexte était le suivant: Roussakov, juif de naissance (son nom d’origine était Josselevich), teinturier à Rostov, révolutionnaire, père d’une couvée d’enfants, émigré après 1905 avait vécu en France, en travaillant comme tailleur artisan. De retour à Petrograd en 1919, il avait installé une blanchisserie *qui fonctionnait! au nom de Dieu!*, comme il s’échauffait lui-même à le dire, puis il avait dirigé deux maisons d’enfants, puis, pour des raisons qu’Istrati ne rapporte pas, il avait vécu comme un simple ouvrier dans l’usine de confection *Samoilova*. A la nombreuse famille, composée de neuf personnes, avaient été attribué quatre chambres et un petit cabinet dans un grand appartement dans un immeuble prestigieux au 19 rue Jeliabova (qui aujourd’hui a pris l’ancien nom de Bolshaia Koniouchennaia). Un autre locataire, une jeune komsomolka nommée Roïtman, juive comme les Roussakov, détail important pour exclure l’interprétation dans une clé antisémite de l’histoire à suivre, avait posé les yeux sur le petit cabinet derrière la salle de bain commune dans laquelle le vieux Roussakov dormait, et quatre fois elle avait demandé au tribunal de la lui confier, recevant autant de fois la demande refusée. Quant au fait, le 26 janvier, Roïtman se présenta à Roussakov en compagnie d’un autre locataire, Svirtsieva, une petite dignitaire, membre de la direction de l’immeuble, membre du parti, décoré de l’Ordre du Drapeau Rouge. Les deux avaient insisté pour exiger la livraison du cabinet, et une bagarre s’ensuivit avec un échange de quelques coups de poing et quelques contusions entre eux et les Roussakov, mari, femme et la fille Liouba qui était le compagnon de l’absente de Victor Serge. Les deux parties firent valoir que l’attaque venait de l’autre, et Istrati raconte évidemment l’histoire avec la conviction de l’innocence totale des Roussakov. Or, on ne peut pas savoir si c’est exactement vrai, mais cela n’a aucune importance, car l’histoire suivante se serait déroulée exactement de la même manière même si l’usage de la violence avait commencé de la part des Roussakov. En fait, le procès intenté par Svirtsieva déclencha une sorte de pogrom de la ville de Leningrad contre Roussakov, qui fut renvoyé de l’usine *Samoilova*, perdit sa carte syndicale et donc ne put pas plus travailler, et fut attaqué par la presse de Leningrad qui le qualifia avec les épithètes

prévisibles de contre-révolutionnaire, capitaliste et ainsi de suite, et n'hésita pas à falsifier les faits en affirmant que dans le passé Roussakov avait perdu et n'avait pas gagné les poursuites intentées par Roïtman pour le cabinet, et invoquant comme preuve contre Roussakov rien d'autre que les motions appelant à sa condamnation approuvées par les assemblées d'usine appelées à discuter de l'affaire. La condamnation que Roussakov méritait était évidemment la mort, non expressément invoquée, mais avec l'analogie avec le cas de Kalganov, qui, il vient maintenant à l'esprit d'Istrati, était probablement à son tour un pauvre homme opprimé par l'intimidation.

Toute l'histoire qui suit est la description de l'atmosphère de consentement généralisé, souvent froide et cynique, rarement passionnée et hystérique, trouvée par Istrati avec émerveillement, de quiconque était au courant de la question, par rapport à la nécessité inévitable que l'épisode du lynchage public de Roussakov suivit son cours. Un certain docteur Nikolaenko, anarchiste et "homme", ancien compagnon de Roussakov, convoqué, contribua du mieux qu'il put à la tentative d'Istrati en faveur de Roussakov, mais immédiatement, avec un autre Français, s'exprima avec scepticisme: "Rien à faire. On ne peut que se laisser dévorer". Istrati répond: "mais, dis-je, on peut au moins secouer pieds et mains, vigoureusement, comme lorsqu'on tombe à l'eau", et ils répondent: "dans les eaux soviétiques, trop bouger ne mène qu'à une prompte asphyxie". Des lettres et des télégrammes sont envoyés aux journaux, qui sont reproduits de manière déformée. Istrati se présente à la rédaction de la *Comsomolskaïa Pravda*, qui était alors et a toujours été l'un des principaux journaux de Moscou, et est accueilli joyeusement. Les rédacteurs lui demandent s'il apporte des articles pour eux, il extrait la pièce en demandant qu'elle soit publiée sans modification, et dès qu'ils jettent un coup d'œil et voient que le sujet est Roussakov, la sympathie s'éteint et "tous les nez s'abaissent vers le sol", avec un geste qui exprime le malaise de ces personnes, mais témoigne également que la question était sortie du périmètre de Leningrad. Comme on peut s'y attendre, l'article est reproduit avec des modifications substantielles, qu'Istrati documente en détail. Istrati et ses camarades sont même reçus par Kalinin lui-même, et on apprend qu'en sa qualité de président sans pouvoirs de la Confédération (pour être précis, du Comité Exécutif Central) son rôle était de recevoir avec bonhomie les plaignants provinciaux et de les

rassurer en émettant des ordres équipés de scellés. Il en délivre une qui ordonne à toutes les autorités compétentes de clarifier l'affaire Roussakov et, à leur arrivée à Leningrad, Istrati et Roussakov constatent qu'elle est sans effet. Enfin à Leningrad Istrati vient au directeur de l'usine qui a licencié Roussakov (p. 271):

La raison de notre arrivée à l'usine s'est, pendant ce temps, répandue comme une traînée de poudre. On s'écrase à l'entrée du même bureau. Le directeur n'y pénètre qu'à grand peine. C'est un porc, ce directeur, depuis sa cervelle, jusqu'à son énorme ventre. Et autour de lui commence à se rassembler tout ce que la dictature «du prolétariat» a de plus porc et de plus sauvagement stupide. Écoutez comment elle est renseignée sur le ménage des Roussakov:

— Est-ce qu'il n'y a pas, partout chez lui, des icônes et des veilleuses?

— Imbéciles, Roussakov est un Juif: *Jossélévitch!* Voilà votre, documentation!

(Et aurait-il quarante mille «icônes et veilleuses» pendues à son nez, encore aurait-il droit au travail et à la paix. Brutes!)

Nous n'avons plus besoin de palabrer. Mais avant de quitter le bureau, nous tendons un piège au directeur. Il y tombe de toute sa masse:

— Nous espérons pouvoir prouver l'innocence de Roussakov. *Et alors il faudra bien que vous lui accordiez à nouveau du travail.*

— Ici, jamais.

Merci. Venant d'un tel âne, ce coup de pied aux lois les plus précises du soviétisme, quand elles plaident en faveur de l'ouvrier, cela porte. Pour prononcer ce «jamais» absolu, le «camarade» directeur a oublié qu'il faut d'abord convoquer une assemblée d'usine, et lui faire prendre une «résolution».

Passons à la fin de l'histoire. Au procès, entre le 12 et le 15 avril, les trois Roussakov sont acquittés, le tribunal ordonne la réintégration de Roussakov au travail, et ordonne à la presse de publier les corrections: mais, rapporte Istrati, la presse se tait et n'exécute pas la disposition. Immédiatement après le procureur fait appel, et entre le 10 et le 12 mai, un deuxième procès a lieu, au cours duquel, selon Istrati, les témoins sont intimidés, et finalement Roussakov est condamné à trois mois de “travaux obligatoires”, sa femme à deux et sa fille Ljuba à un, avec un jugement de Pilate, car (toujours selon Istrati) en vertu du code alors en vigueur quiconque était responsable de l'agression et des blessures au détriment de Svirtsieva aurait dû être condamné à une peine d'au moins six mois. Le témoignage d'Istrati ne permet pas de savoir quoi que ce soit

d'autre sur l'affaire Roussakov, mais peut-être que ceux qui le souhaitent pourront trouver des informations complémentaires.²

Dans le livre d'Istrati, l'histoire de l'affaire Roussakov s'étend sur plus de quarante pages, mais le rapport que nous venons de lire est probablement suffisant pour rendre certaines considérations obligatoires, même si sa lecture dans son intégralité permettra de mieux reconstruire l'atmosphère. La première considération à faire est qu'évidemment cette amplification d'une diatribe insignifiante entre particuliers est un phénomène spontané et auto-alimenté: pas de Staline a ordonné de faire de Roussakov un bouc émissaire, mais la politisation spontanée des événements, qui a commencé par la solidarité instinctive de quelqu'un en faveur de Svirtsieva, a forcé toutes les personnes impliquées à adopter une position majoritairement conformiste. La typologie sociale des partis en lice correspond exactement à la ligne de partage habituelle: d'une part Roïtman et Svirtsieva, parfaitement conformes au système soviétique (qui représente le contexte exclusif de leur acculturation), d'autre part Roussakov qui partage les mêmes valeurs, mais c'est un grognon, un "rouspéteur", qui n'aime pas le cours présent des choses. Quand Istrati nous le présente, au début du récit, il saisit le lien du personnage avec le monde de l'expérience et de la compétence qui soutient la personnalité de Roussakov, qui, de la blanchisserie qu'il avait installée à Petrograd dès son arrivée là-bas, dit: "*qui marchait, nom de Dieu!*", et invoquant un mérite, il se rend coupable du péché d'orgueil pour une réussite personnelle qui ne lui paraît pas telle, mais qui est plutôt perçue comme un acte hostile par chaque Svirtsieva. Mais les révolutionnaires de toutes sortes partageaient une grande hypothèque sur leur avenir: celle d'avoir perdu, ou de n'avoir jamais possédé, la compréhension de l'importance des formes pour que le droit soit efficace. Ainsi, un Roussakov et un Svirtsieva pensaient tous deux qu'en dehors du monde de ceux qui partageaient la politique de la galaxie révolutionnaire de l'extrême gauche, il y avait une façon de penser et de se sentir erronée en elle-même, comparable à la délinquance, à

² Les pages Wikipédia dédiées à Victor Serge dans les différentes langues donnent des informations, dont les sources pourraient être vérifiées, de sorte que les Roussakov seraient tombés dans la marginalisation.

réprimer quand elle ne pouvait pas être corrigée; et leur Union Soviétique révolutionnaire des années 1920 était par conséquent dépourvue de tout concept de tolérance envers ceux qui n'appartenaient pas à la galaxie révolutionnaire, et comme une telle hypothèse conduit inévitablement à politiser radicalement la moindre différence, elle exerça surveillance et répression (pas encore radicale) de ceux en dehors de la ligne centrale du monde révolutionnaire, c'est-à-dire les mencheviks, les socialistes révolutionnaires, les anarchistes et les libertaires. Mais ceux qui pensaient, comme Istrati, qu'au sein de la galaxie révolutionnaire il y avait le droit à la dissidence, ne pensaient pas que ce droit devait se matérialiser sous la forme de certaines institutions juridiques, mais pensaient qu'il y avait le devoir subjectif de tous de se conformer au principe de la tolérance mutuelle. Dans ce contexte, lorsqu'une diatribe comme celle entre une Svirtsieva et un Roussakov survient, que se passe-t-il? Chaque parti attribue à l'autre l'épithète de "mauvais communiste", dans l'une de ses variantes bien connues. Mais la Svirtsieva de la situation invoque la lettre de la loi en vigueur, sans hésitation, tandis que Roussakov agit selon le critère d'une loi non écrite, qui est un appel aux coutumes de civilisation et de décence dans les relations humaines qui n'est pas un fait naturel, bien que cela puisse paraître tel à première vue, mais c'est un élément de la culture et des coutumes du monde pré-révolutionnaire dont la mémoire n'a pas été perdue. Maintenant que se passait-il? Que si seulement un tiers, intéressé, sympathisait avec Svirtsieva, comme le journaliste "Tour" de *Leningradskaja Pravda*, qui ayant appris le procès probablement avait enflammé le problème avec son article, tous les autres se retrouvaient dans un processus en chaîne devant reconnaître que le une partie de Svirtsieva était celle institutionnelle, celle qui faisait appel à la loi en vigueur et à la règle fondamentale du jeu social en cours, et donc, quoi qu'ils en pensaient, ils sympathisaient avec Svirtsieva car ne pas le faire était un acte subversif, dangereux: certains par sympathie avec Svirtsieva, certains par peur, certains par calcul, certains par le simple instinct répandu de l'honnête homme de se mettre à la partie de l'ordre. La situation de 1929 était déjà sur la voie d'une telle dégradation qu'il était littéralement dangereux de se solidariser avec les Roussakov: Istrati dut recourir à un vieil anarchiste pour trouver un compagnon dans la bataille dont il cherchait d'obtenir justice, et obtint à la place une sentence de condamnation, peut-être aussi atténuée en raison de

sa capacité à faire connaître les choses à l'opinion publique internationale – mais nous ne pouvons pas savoir cela. Il est possible que dans les années précédentes, dans lesquelles le style de persécution de l'ère stalinienne prit forme, le danger était moindre, non pas celui de subir le harcèlement et la condamnation, mais seulement d'être l'objet de reproches sociaux.

Istrati, quand il tendit le piège au directeur d'usine pour le faire passer pour un tyran, sans s'en rendre compte il se tailla un piège aussi à soi-même: parce que, commentant le mépris du directeur, il nous dit que selon lui la loi qui assignait aux assemblées d'usine la faculté de juger les licenciements c'était une loi "en faveur de l'ouvrier": une illusion naïve et rudimentaire, qui ne se rend pas le moins compte de l'immense danger inhérent à l'octroi du pouvoir de juger des questions de droit, comme un licenciement, à des organes d'assemblée, à la place du magistrat. D'autre part, ailleurs Istrati est amené à s'en rendre compte, et précisément lorsque le directeur de *Leningradskaïa Pravda* lui cite comme argument contre Roussakov la motion de l'assemblée qui avait décidé de qualifier Roussakov de contre-révolutionnaire: ici Istrati révèle l'énormité du argument en le remarquant avec trois points d'exclamations. Mais comme nous l'avons déjà noté, Istrati n'analyse jamais et ne décrit jamais les opportunités de maturation personnelle et le développement de son changement d'attitude, mais décrit et juge tout selon le critère critique avec lequel il avait quitté la Russie à la fin de l'histoire. Ailleurs aussi, la conception substantielle du droit qu'Istrati partage avec le monde révolutionnaire est reflétée: Istrati fait appel aux deux arguments selon lesquels l'agresseur est Svirtsieva, et que Roussakov a un curriculum immaculé en tant que révolutionnaire, mais ne fait pas appel à l'argument selon lequel l'opinion publique en général ne doit jamais avoir la fonction de prononcer des décisions compétents au pouvoir judiciaire, et il ne semble pas du tout voir clairement que le fond de l'affaire est le lynchage de Roussakov déterminé par une humeur de la foule. Ce qui était également une humeur controversée: Istrati commente le premier acquittement avec les mots (p. 273):

le Tribunal (...) acquitte tous les inculpés, dans les applaudissements d'une salle bondée d'ouvriers, ce qui prouve que la Russie, de même qu'elle peut être humaine, peut avoir de vrais juges.

La première affirmation, la satisfaction pour les applaudissements momentanés et pas trop surprenants du public, est dangereuse, à

cause de la trop grande confiance qu'elle accorde à l'humeur populaire instable lorsqu'elle est appelée à être juge; le second reflète superficiellement un aspect réel, souvent rencontré, pour lequel une culture juridique avait été préservée dans le système judiciaire, et pour lequel, sans surprise, la plupart des condamnations de l'époque stalinienne provenaient de commissions jugeant et de fonctionnaires. Dans ces aspects, il y avait l'ignorance partagée par tous du sens et du but de l'évolution des formes juridiques évoluées au cours des siècles qui est peut-être la clé de l'histoire stalinienne: si, même avec toutes les idées rudimentaires sur l'économie collective, avec l'illusion que gouverner l'économie par les méthodes de l'administration publique aurait donné lieu à une répartition équitable des richesses, avec la mentalité autoritaire qui accompagnait l'idée de posséder une philosophie sociale définitive, le monde bolchevique avait gardé intériorisé au moins la tradition de la sécurité juridique et du constitutionnalisme, il se pourrait que la pulsion agressive du nouvel homme soviétique vers des éléments non totalement conformes à sa mentalité eût été contenue et neutralisée, peut-être poussée à s'exprimer sous formes symboliques et inefficaces. Mais la tradition de la civilisation juridique était tellement atténué que les choses allaient différemment. À cet égard, il n'est pas étonnant que l'instance d'agression radicale vint d'une opinion publique amorphe et superficielle, et que le tribunal, dans le cas que nous avons vu de Roussakov comme dans celui de Vizelsky vu dans le chapitre précédent, tente d'endiguer le phénomène: la magistrature professionnelle évidemment conserva un minimum de sens de la réalité, raison pour laquelle la sortie du stalinisme et le fondement du pacte social autoritaire, mais plus aussi dépourvu de sécurité juridique, de l'époque suivante furent initialement marqués précisément par les innombrables réhabilitations judiciaires des condamnés ou de leur mémoire.

Un cas comme celui de Roussakov nous montre la dynamique de la persécution stalinienne dans un cas encore à l'aube du phénomène, avant la création du mécanisme institutionnel ultérieur de persécution et d'invention de fausses accusations, et sur cet aspect l'affaire Roussakov ne peut pourtant nous donner aucune lumière; mais il y a deux confirmations que nous pouvons tirer. Tout d'abord, que le phénomène se présente comme un phénomène collectif spontané: que l'histoire peut être expliquée comme une directive d'en haut motivée par l'utilitarisme, en plus d'être une thèse faible en général,

dans un cas comme celui de Roussakov est totalement incompatible avec la chronique des faits: une diatribe privée est politisée par un article de journal, et de là le courant dominant de l'opinion publique se conforme à soutenir la partie culturellement dominante dans le conflit, qui devient un lynchage. En disant le courant dominant, nous n'entendons pas nécessairement le courant majoritaire d'un point de vue numérique, mais nous entendons l'opinion qui a de son côté la force d'un discours cohérent dans la forme, même faux. Svirtsieva dit "Roussakov est un exploiteur du prolétariat", et touche une corde qui joue à l'unisson avec beaucoup comme elle, tandis que Roussakov, d'un autre côté, répond fondamentalement "ce n'est pas vrai" et rien d'autre. Voilà que le discours de Svirtsieva est corroboré par le fait que sa thèse apparaît comme une application du principe général partagé par tous, tandis que le déni du fait avec lequel Roussakov se défend n'a pas la même vigueur, parce qu'il ne l'a pas disponible un principe général partagé qui peut être invoqué, puisque la garantie du droit du contrevenant n'appartient pas du tout aux principes actuels à ce moment historique. Une curiosité indicative: dans le livre d'Istrati, le nom de Staline n'apparaît en tout que cinq fois, et jamais dans la section Roussakov.

L'autre confirmation est qu'il n'a aucun sens d'essayer d'expliquer le phénomène en le sociologisant, comme si l'adversité à un Roussakov était un comportement instrumental utile, plus ou moins directement, aux intérêts de la classe dominante. Telle est l'explication donnée par Istrati à lui-même, et que l'historiographie a principalement donnée au mystère du stalinisme. Mais l'organisation sociale formée par la révolution, qui comme chacun le sait a donné lieu à la formation d'une classe dirigeante aussi autoritaire que privilégiée, qui s'est vite dégradée vers un classisme d'un cynisme qui surprend encore aujourd'hui, quand on en lit les détails, elle a été formé parce qu'à l'origine il y avait un pacte social qui excluait consciemment et intentionnellement les sujets extérieurs à la galaxie révolutionnaire, et depuis vint à marginaliser et persécuter jusqu'à l'extermination les sujets qui, bien que politiquement consentants, n'étaient pas parfaitement intégrés au jeu, à cause de la mémoire qu'ils avaient conservé de l'acculturation reçue avant l'expérience révolutionnaire. C'est ce partage original du critère d'exclusion qui a donné naissance à la structure sociale soviétique, et non l'inverse. Sauf que les sujets en dehors de la galaxie bolchevique, monarchistes, réactionnaires, libéraux, démocrates, socialistes,

mencheviks, avaient tous au moins un nom auquel s'identifier, et dans un conflit ils auraient pu aussi vaincre l'état de choses né de la révolution. Les révolutionnaires marginalisés de l'Union Soviétique stabilisée, en revanche, n'avaient même pas un mot pour se nommer. Ils savaient seulement que "on ne peut que se laisser dévorer", comme l'anarchiste Nikolaenko répondit à Istrati, qui pensait pouvoir gagner la bataille, étant donné l'absurdité manifeste de la situation. Privés de défense, privés d'un mot pour se reconnaître, peu après ils souffrirent sans possibilité de résistance les persécutions de masse que nous connaissons.

Enfin, j'ajoute une observation laquelle, compte tenu du texte d'Istrati, n'est pas suffisamment prouvé et doit donc aller à la marge. Concernant l'acquittement lors du premier procès, le texte s'exprime deux fois:

... deux procès, dont le premier finira par un *acquittement triomphal, dans les applaudissements de toute une salle bondée d'ouvriers*; dont le second — œuvre d'un rebondissement de tyrannie communiste — avortera pitoyablement et condamnera trois innocents ... (p. 255)

et au-delà:

Affolement du Tribunal, qui (...) acquitte tous les inculpés, dans les applaudissements d'une salle bondée d'ouvriers, ce qui prouve que la Russie, de même qu'elle peut être humaine, peut avoir de vrais juges (p. 273).

Le consentement populaire au premier acquittement fait partie du schéma d'Istrati, partagé par beaucoup alors et après, qui lit le phénomène sous l'aspect de la manifestation du pouvoir des nouvelles élites, mais n'est pas cohérent avec les témoignages de tous les grands procès de l'époque, rapportée à l'unanimité par toute l'historiographie, y compris l'hagiographie, pour laquelle le public applaudissait avec enthousiasme les condamnations et se montra toujours très hostile aux accusés. La thèse de ce livre est que l'appareil des autorités instruisait le spectacle que le public exigeait, et non l'inverse, donc la faveur du public pour les Roussakov est un élément contraire à notre thèse, tandis que l'enthousiasme du public dans les procès de Moscou le confirme. Cependant, je note ici qu'Istrati ne décrit pas le public, contrairement à son souci habituel du détail, mais se limite au soupçon des applaudissements: on ne peut pas savoir si les applaudissements se produisirent, et à quel point il furent chaleureux, ou si ce n'est autre que le *desideratum*

d'Istrati, qui n'était pas présent au procès d'avril, parce qu'il avait quitté l'Union Soviétique le 15 février (p. 57), et avait donc rapporté une rumeur qui lui était parvenue d'une manière ou d'une autre. La référence aux "vrais juges", en revanche, est cohérente avec les nombreux témoignages selon lesquels la magistrature ordinaire n'étaient pas le premier acteur des persécutions, mais en général les tribunaux militaires et les commissions mises en place ad hoc l'étaient.

Quant à la confiance d'Istrati dans le schéma élite contre peuple, elle ne faiblit que sur quelques indices, comme celui-ci (p. 221):

On devait surtout empêcher à tout prix l'arrestation de Roussakov, laquelle en entraînerait d'autres et déclencherait cette averse d'articles démagogiques, bien connue dans l'U.R.S.S., qui alimente la plèbe et permet au pouvoir de *tenir*.

Ici il est vrai qu'Istrati confirme qu'il pense que l'opinion publique est manipulée, mais la qualifie de l'épithète de "plèbe", avec un dédain inhabituel pour lui, et qui implique pourtant l'attribution d'un élément actif d'agression. Ailleurs il nous donne une formule de toute l'histoire: "accord parfait entre le sommet du pouvoir et la dernière hystérique du communisme" (p. 272), où la "dernière hystérique" est évidemment Svirtsieva, utilisant donc une qualification pathologique qui permet lui éviter de voir le caractère social du phénomène, ce qui lui est douloureux.

Alberto Palazzi

April 2021

Cette note introductive reproduit un chapitre de l'essai *Perché Stalin uccideva i comunisti leali? Antropologia politica del Novecento*, qui sera prochainement publiée en italien.

Vers l'autre flamme

Page de titre originale

VERS L' AUTRE FLAMME
APRES SEIZE MOIS DANS L'U.R.S.S.
PAR
PANAÏT ISTRATI
"TEMOIGNAGES"
LES ÉDITIONS RIEDER
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7 – PARIS-6^e

ACHEVÉ D'IMPRIMER POUR LES ÉDITIONS RIEDER EN
OCTOBRE 1929 PAR LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
(PARIS-VENDOME)

PANAÏT ISTRATI
APRES SEIZE MOIS DANS L'U.R.S.S.
dix-huitième édition
LES ÉDITIONS RIEDER
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7
PARIS
MMXXIX

Il a été tiré de cet ouvrage pour en constituer l'édition originale

20 exemplaires sur Japon des Manufactures Impériales, dont 10 hors-commerce, numérotés de A à J et de hc. 1 à hc. 10.

25 exemplaires sur papier Madagascar, dont 15 hors-commerce, numérotés de K à Y et de hc. 11 à hc. 25.

45 exemplaires sur Hollande van Gelder Zonen, dont 10 hors-commerce, numérotés de 1 à 35 et de hc. A à hc. J.

200 exemplaires sur vélin pur fil des papeteries Lafuma, de Voiron, dont 10 hors-commerce, numérotés de 36 à 225 et de h.c. K. à h.c. T.

400 exemplaires sur Alfa Mousse des papeteries Navarre, dont 50 hors-commerce, numérotés de alfa 1 à alfa 350 et de alfa hc. 1 à alfa hc. 50.

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays

Copyright by les éditions Rieder, 1929

Les trois livres qui paraissent sous ce titre: *Vers l'autre Flamme*, sont écrits en collaboration, mais bien distinctement. Si je les publie sous mon seul nom, ce n'est, d'abord, que temporairement; c'est aussi parce que je les signe des deux mains, non pour m'approprier leurs idées, mais pour assurer leur diffusion.

Car, ce qui est épouvantable, à toutes les époques et surtout à la nôtre, c'est qu'un homme, dont le «nom» n'a pas droit de cité, ne puisse le faire entendre, eût-il cent fois raison. Or, je tiens qu'on entende le plus loin possible la voix de mes amis, celle voix qui souvent complète et parfois contredit la mienne, cette voix qui peut même n'être pas une dans sa diversité...

Ne serait-ce que pour susciter le débat interdit en Russie et dans celle *Internationale* dont nous voulons le salut.

P. I.

CONFESSION POUR VAINCUS

[11] Vaincus sont tous les hommes qui se trouvent au déclin de leur vie en désaccord sentimental avec les meilleurs de leurs semblables. Je suis un de ces vaincus. Et puisqu'il y a mille façons d'être en désaccord sentimental avec ses semblables, je précise qu'il s'agit ici de cette pénible séparation qui rejette un homme hors d'une classe, après une vie d'aspirations communes à cette classe et à lui-même et qui demeure cependant fidèle au besoin, qui l'a toujours poussé, de combattre pour la justice.

Car le besoin de justice est un sentiment, non une théorie. Je le sais, aujourd'hui — après vérification sur une vaste échelle — et mille preuves à l'appui. A quelques exceptions près — magnifiques exceptions, parfois, mais qui ne modifient pas le drame — tous ceux qui viennent à la révolte par la théorie, s'en vont par la théorie, à l'exemple de ceux qui y viennent par le ventre ou par l'ambition, et qui s'en vont par le même chemin. Le sentiment, au contraire, c'est la force qui brasse toute la vie et la distribue à tous les vents. [12] Peut-être faudrait-il mieux le définir? Mais s'il fallait tout définir, n'aurais-je pas mieux fait de rester peintre en bâtiment!

* * *

Voici vingt-sept ans, dans un faubourg de Braïla, que pour la première fois j'entendis parler justice. Ma cité venait alors d'être rudement secouée par d'immenses remous populaires: coup sur coup, des élévateurs sur rail, puis des élévateurs flottants, s'étaient abattus sur notre vieux port et avaient menacé de famine 6.000 débardeurs de céréales. C'était, avec leurs familles et leurs proches, les deux tiers de la population de la ville.

— Justice! avaient crié 40.000 poitrines.

— Progrès! avait répondu le préfet, que trois compagnies de soldats entouraient.

Je n'étais pas débardeur. Aucun de mes parents ne l'était. Bien mieux, ma mère gagnait sa vie; elle nettoyait la saleté de ceux qui avaient acheté les élévateurs. Néanmoins, la réponse du préfet me blessa pour le reste de mes jours. Et c'est pourquoi j'allai prêter l'oreille à la réponse de l'orateur socialiste, [13] qui parlait justice. Comme les débardeurs criaient: «Nous jeterons les élévateurs dans le Danube!» il dit:

— Non! D’abord parce qu’on vous en empêchera sous la menace du fusil; puis y parviendriez-vous, que d’autres élévateurs viendront remplacer ceux que vous auriez détruits, puisque, aussi bien, c’est la technique moderne. Mais cette technique, qui vous frappe aujourd’hui, doit un jour devenir votre propriété et servir les intérêts de tous ceux qui travaillent, comme de juste.

— Bon! firent les hommes. Il faut laisser aller les choses!

* * *

.....

L'AFFAIRE ROUSSAKOV OU L'U.R.S.S. D'AUJOURD'HUI

[207] Je dis bien: «l'Affaire Roussakov, ou l'U.R.S.S. d'aujourd'hui.»

Une «affaire», fût-elle des plus navrantes, si elle n'est qu'un cas isolé, si les traits essentiels, qui la caractérisent, ne révèlent pas l'esprit et les sentiments d'une large humanité, ne peut pas figurer dans un livre comme celui-ci, où tout se rapporte au général.

Mais l'Affaire Roussakov n'est précisément qu'un symptôme. Entre les causes qui l'ont fait éclater et l'abominable dénouement qu'elle vient d'avoir, en passant par les multiples péripéties de son développement, toute l'Union Soviétique est là: économiquement, politiquement, humainement et surtout, hélas, *moralement*.

J'étais allé en Russie, *non* pour découvrir aux ouvriers de la «patrie prolétarienne» un bien-être *matériel* supérieur à celui que les pays bourgeois offrent aux leurs. Nullement. J'aurais même fermé les yeux sur l'absence de *tout bien-être matériel* (ce qui n'est pas le cas). Mais j'étais fermement convaincu, que du point [208] de vue *moral*, du point de vue de la *justice élémentaire*, la «dictature du prolétariat» ne laissait rien à désirer, ne pouvait être que saine, puisque, s'il est très difficile de créer du confort, rien, absolument rien n'empêche d'être *juste et honnête*.

La monstrueuse révélation!

Encore, si j'avais, au moins, la consolation inhumaine de penser que *seule* la classe ennemie souffre de l'immoralité et de l'injustice «prolétariennes»; encore, si je pouvais me dire que cette ignominie a eu lieu, dans quelque coin de la Sibérie, où le contrôle est relâché; ou encore, si les faits m'étaient moins connus, si leur universalité était moins catégorique et ma patience à demander justice, moins louable...

Mais non, rien. *C'est la classe ouvrière qui est la plus frappée dans l'U.R.S.S. L'Affaire Roussakov a éclaté au cœur de la seconde capitale de la Russie; et des milliers d'abcès semblables éclatent ou sont étouffés d'un bout à l'autre de l'Union, mais chacun ne trouve pas, comme a trouvé le vieux Roussakov, un défenseur qui remue ciel et terre, du chef suprême de l'Union au dernier bureaucrate, pour lui mendier justice, justice, justice.*

[209] O Justice! O Prolétariat! Un prolétaire authentique, un homme qui est resté *homme*, après avoir gravi l'échelle de toutes les existences, un vieux frère, qui est resté votre frère, vous maudit de son meilleur cœur et vous crie: *les «Affaires Roussakov», les milliers, connues, et les centaines de milliers, qu'on ne connaîtra jamais, vous porteront malheur et vous livreront, sur toute la terre, au sort que vous réservez vous-mêmes à la pauvre vie humaine, dans le pays de la justice et de la Dictature du Prolétariat.*

Voici maintenant le visage de votre patrie:

Comme je l'ai déjà dit au cours de ce livre, j'ai fait la connaissance de Roussakov, par son gendre, l'écrivain français Victor-Serge (Kibaltchitche), en novembre 1927, lors de notre visite officielle à Leningrad. Le vieux Roussakov, dont la famille compte six membres, et Victor Serge avec sa femme et leur garçon, habitent le même appartement, au 19 de la rue Jéliabov.

C'est la jalousie «jeune communiste» pour cet appartement — qui a onze pièces — qu'on trouvera à l'origine de l'odieuse provocation, aujourd'hui devenue une véritable *affaire*. Certes, l'appartement est grand, et beau. Mais à [210] sa beauté, le vieux n'y peut rien, puisqu'il l'occupe légalement. Quant à son étendue il est encore moins coupable, *car neuf personnes ne détiennent que quatre pièces et un petit cabinet, les autres chambres appartenant à la Coopérative du Logement (le Jakt) et étant occupées par ses membres.*

Comment me serais-je douté qu'une question d'appartement prendrait un jour de telles proportions, que l'on arriverait à demander publiquement la mise à mort d'un homme absolument innocent, de celui précisément qui couche sur un grabat, dans un cabinet obscur dissimulé derrière la salle de bains?

Enthousiaste, épris de l'«œuvre socialiste», et tel qu'ils me voyaient lors des fêtes du X^e Anniversaire, les pauvres diables ne me confièrent pas grand'chose de leurs soucis de gens vaincus. Ainsi j'ai su seulement que Victor-Serge, étant un opposant (guère dangereux), sa famille, les siens, ne pouvaient s'attendre qu'aux rigueurs d'un régime impitoyable à l'égard de tous ceux qui ne sont pas dans la fameuse «ligne». Or, justement, le vieux Roussakov l'était encore moins que son gendre.

..... *Fin de l'aperçu*

Quatrième de couverture

Vers l'autre flamme – Apres seize mois dans l'U.R.S.S., publié en 1929, marque le début de la série de témoignages critiques et désillusionnés des militants. La préface de *Vers l'autre flamme* prévient que le livre fut écrit en collaboration avec deux autres, non nommés, qui étaient pourtant les bien connus Boris Suvarine et Victor Serge, avec qui Istrati était toujours en relation. Le livre est divisé en trois parties: un bilan amer de la désillusion subie (intitulé “Confession pour vaincus”), un récit de voyage réalisé à travers l'Union Soviétique en compagnie d'un certain “Crétois” non nommé (mais qui était l'écrivain Nikos Kazantzakis), et enfin le récit de “l'affaire Roussakov”, qui est du plus grand intérêt: de retour à Moscou au début de 1929, Istrati tomba sur une histoire grâce à laquelle nous avons un témoignage simple et linéaire sur la fracture politique dans la société soviétique à l'époque, et dont le rapport, publié la même année, ne sait évidemment rien des événements d'une gravité entièrement différente, mais du même genre, qui commenceraient bientôt à se produire. Cependant, Istrati comprend que “l'affaire Roussakov” n'est pas un cas isolé ou exceptionnel, mais “un symptôme”, dont “l'abominable dénouement” représente toute l'Union Soviétique “économiquement, politiquement, humainement et surtout, hélas, moralement”.

Panaït Istrati

Panaït Istrati (1884-1935), né en Roumanie d'un père grec et d'une mère roumaine, émigra en France et y devint dans les années 1920 l'auteur de romans réalistes se déroulant dans le monde populaire balkanique, qui jouirent alors d'une certaine fortune. Il voyagea en Union Soviétique en tant qu'écrivain militant et à succès, et à son retour il écrivit un récit qui est l'un des premiers témoignages critiques de militants désabusés.